

Le Gouvernement « Centre-Gauche » en Italie

PAR SIRIO DI GIULIOMARIA

A sa naissance le nouveau gouvernement « centre-gauche » en Italie fut porté aux nues par la plupart des journaux bourgeois italiens et étrangers. Un journal français alla jusqu'à parler de « pas historique ». Mais les déclarations de victoire et d'approbation ne peuvent cacher la véritable nature de ce gouvernement et de ses projets.

D'abord il nous faut rectifier les interprétations fantasmagoriques et sans fondement de la politique de « centre-gauche », qui ont été surtout avancées par les secteurs les plus réformistes du PSI.

D'après ces « théoriciens » brillants, la politique de « centre-gauche » est dirigée contre les monopoles et jusqu'à un certain point peut réduire leur pouvoir. Elle vise aussi nous dit-on, à accomplir des réformes, y compris une certaine planification économique, préparant ainsi le chemin à un développement socialiste. Enfin, ils affirment que c'est une manière d'amener la classe ouvrière à participer à la direction de l'Etat.

Une « analyse » semblable, soutenue avec des arguments similaires, a été fournie par le PCI. Bien que le PCI n'ait jamais repris toute la thèse précédente en entier, des leaders ont soutenu que les monopoles peuvent être éliminés sans supprimer le capitalisme (voir les articles de Longo, par exemple). Le PCI soutient également qu'une coalition gouvernementale du PSI et de la DC pourrait être progressive et apporter des résultats positifs.

En se limitant à tenir compte des forces de la classe ouvrière, et à certains événements politiques significatifs, cette analyse ne tient plus. On devrait remarquer avant tout que c'est précisément la DC et sa direction actuelle qui représentent les intérêts des grands monopoles.

Ainsi la plupart des journaux bourgeois qui parlent pour les monopoles, que ce soit directement (par exemple La Stampa de Turin financée par Fiat) ou indirectement, ont un point de vue favorable à la formule « centre-gauche ».

Un minimum de bon sens devrait conduire à la conclusion qu'il n'est pas possible de limiter le pouvoir des grands monopoles en collaborant avec leurs représentants politiques. On ne peut aller

au socialisme en tenant la main de votre pire ennemi la bourgeoisie.

On peut aussi rejeter certains aspects superficiels de l'expérience de « centre-gauche ». L'affirmation par exemple de la direction du PSI qu'à travers la DC elle vise une alliance avec les masses catholiques tout en évitant en même temps de pousser la DC dans les bras des partis de droites. Les dirigeants démocrates-chrétiens apparemment plus près de la vérité proclament quant à eux que leur but est d'amener le PSI dans le « camp démocratique ».

La formule « centre-gauche » est essentiellement une opération montée par les secteurs dirigeants de la bourgeoisie qui veulent améliorer et mieux défendre leur système en modernisant et en rationalisant le capitalisme. Mais l'aspect politique peut varier. Par exemple, le dernier gouvernement Fanfani, une coalition de la DC, du PSDI et du PRI (républicains), disait se tenir sur un programme plus « avancé » que celui défendu par l'actuel gouvernement DC, PSI, PSDI, PRI présidé par Aldo Moro. Cette formule-ci ou celle-là peut offrir une meilleure « façade » sociale ou une plus grande stabilité au Parlement. Le facteur essentiel, malgré tout, doit être recherché dans la réponse à la question suivante : quelle classe sociale a le plus à gagner dans l'expérience et donc quelle classe sociale a le plus grand intérêt à la mettre en avant ?

Les objectifs admis des participants du « centre-gauche » et le programme du nouveau gouvernement sont des plus révélateurs à cet égard. Pietro Nenni qui participe à la coalition en tant que « socialiste », fit une déclaration pour la presse le 5 décembre dans laquelle il donna la liste des objectifs suivants :

- 1) Exécution intégrale de la Constitution.
- 2) Commencement d'une programmation économique et préparation d'un plan de cinq ans.
- 3) Mise à exécution, aussi rapidement que possible, des réformes promises dans le programme du gouvernement.

Les deux premiers points sont proposés par les socialistes nenniens comme de la propagande. Ils ne sont même pas inclus dans le programme du gouvernement. Même s'ils étaient mis à exécution, ceci ne modifierait pas le caractère bourgeois de l'Etat, car la Constitution italienne est fondamentalement bourgeoise même si elle parle d'une grande démocratie politique. « Une programmation économique organique », doit-on noter, ne signifie pas planification. De plus, un gouvernement qui s'empêche de nationaliser une seule industrie et qui limite les dépenses, a des pauvres instruments de « programmation ». De toute manière, même dans leur propagande, ces « socialistes » ne proposent pas une seule action qui puisse mettre le système capitaliste en danger.

Etudions maintenant le programme. Avant que se tienne le dernier Congrès du P.S.I., un groupe d'économistes « d'inspiration socialistes » préparèrent une ébauche de programme devant être repris par le P.S.I. Le programme avait comme objectif de résoudre les problèmes suivants :

- 1) Les inégalités fondamentales, surtout entre le Nord industriel et le Sud agricole.
- 2) Les difficultés en agriculture découlant de l'exode de main-d'œuvre et du besoin de passer de la culture vivrière à la culture de fourrage.
- 4) Les difficultés dans l'industrie du bâtiment dues à la spéculation dans certains endroits.

Les moyens proposés pour résoudre ces problèmes se situaient toujours à l'intérieur du système capitaliste : la fin d'une utilisation irrationnelle des ressources, une plus grande harmonie dans le développement économique du pays pris comme un tout ; plus de dépenses pour les écoles, le logement, la recherche scientifique, etc. ; meilleure distribution du revenu ; mesures pour une industrialisation rationnelle du Sud grâce à l'intervention étatique, auxiliaire de la « libre

entreprise » ; élimination des formes d'exploitation agricole retardataires comme le métayage, etc. Le programme a la préoccupation de ne pas trop toucher les profits, ce qui pourrait décourager les investissements et contient des références constantes à la Hollande, la Suède, la Grande-Bretagne et les U.S.A. comme modèles.

L'essence du programme proposé par ces économistes « socialistes » est claire. L'objectif est un néo-capitalisme, nationalisé, modernisé. Malgré tout les dirigeants de la bourgeoisie ne réaliseront même pas ce programme, tout modéré et néo-capitaliste qu'il soit. La raison en est simple. Cela nécessiterait de sacrifier les intérêts de certains secteurs « arriérés » du capitalisme italien sur l'autel des intérêts généraux du système. Cela provoquerait un conflit interne dont la bourgeoisie ne peut se payer le luxe, vu la puissance des organisations de masse de la classe ouvrière (syndicats, partis), qui bien que dirigés par des directions opportunistes, profiteraient de l'apparition de brèches dans le front capitaliste.

C'est pourquoi l'actuel gouvernement « centre-gauche » fut formé sur un programme moins « avancé » que celui exposé plus haut. L'accord donné à ce fait par le P.S.I. est une capitulation capitale. Des problèmes soulevés par les socialistes, seulement un se voit offrir un essai de solution : l'expropriation de certains terrains à des fins de construction.

Au niveau politique, les socialistes ont fait des concessions énormes, telles que :

- 1) Rejet des votes communistes sur les problèmes législatifs, s'il se produisait qu'ils fussent décisifs pour obtenir une majorité, d'après le point de vue que le P.C.I. soutient des vues « divergeant grandement sur les grands thèmes de la liberté dans la société et l'Etat ».
- 2) Déclarant « la loyauté envers l'O.T.A.N., avec ses obligations politiques et militaires ». Ceci implique, et cela est mentionné dans le programme, que le gouvernement continuera à négocier pour obtenir l'obtention d'une force nucléaire multilatérale.

3) Abandonnant toute nationalisation pour « garantir aux hommes d'affaires la stabilité des éléments fondamentaux de l'économie afin qu'ils n'affrontent d'autres risques que ceux découlant du marché ».

4) Abandonnant tout objectif de placer un délégué du gouvernement à la tête de la Federconsorzi, une organisation agricole contrôlée par les éléments les plus réactionnaires et les plus corrompus de la DC.

Quelles sont les perspectives d'un tel gouvernement ? Elles ne sont pas brillantes. Il fait face à d'immédiates difficultés politiques. L'aile gauche du P.S.I., qui a à peu près trente membres de l'Assemblée et qui obtint près de 40 % des voix au dernier congrès, s'est abstenu de participer au vote de confiance.

La situation économique n'est pas favorable, surtout si l'on regarde l'inflation continue. Les grands syndicats préparent des actions et cela peut déranger le gouvernement, surtout ses participants socialistes. La situation internationale est une autre source d'instabilité.

En dernier lieu, le sort du nouveau gouvernement peut être déterminé par la politique et les actions du P.C.I. qui possède encore la confiance de la plus grande partie des militants ouvriers. Un léger changement a déjà eu lieu en réaction à la capitulation honteuse des socialistes et sous l'influence de l'aile gauche du P.S.I., dont certains secteurs visent ouvertement la scission.

Quelques-uns de ces signes intéressants comprennent les remarques sur la formation du gouvernement « centre-gauche » dans les éditoriaux de Pintor, co-directeur de « l'Unité », le quotidien communiste. Ingrao, un membre du secrétariat national, opposé à la formule de « centre-gauche », bien que sur une base encore opportuniste, fut choisi comme rapporteur à la dernière session du C.C. Il fut soutenu par Natoli, à l'heure actuelle le plus à gauche du C.C.

Le gouvernement de « centre-gauche » ne réglera aucun problème, mais il va, par contre, accélérer la crise du mouvement ouvrier italien et renforcer les courants de gauche dans celui-ci.

LIVRES

« Pour un Front des Travailleurs »

C'est le titre d'un livre qui vient d'être publié chez Juillard. Il doit être versé au dossier de l'actuelle crise du mouvement ouvrier.

Il se présente comme une contribution à la recherche d'une nouvelle stratégie et tactique du socialisme.

L'ouvrage peut être pour les besoins de la critique divisé en deux parties. La première porte sur l'analyse du gaullisme, sa signification dans l'évolution de la société française.

Elle reprend un certain nombre d'idées qui sont désormais partagées par de nombreuses organisations et que les trotskystes, soit dit en passant, ont exposées les premiers. A savoir :

1. Que le gaullisme n'est pas un phénomène conjoncturel, un accident, mais qu'il est le système politique dont le grand capital avait besoin pour se débarrasser de la représentation parlementaire qui gênait le mouvement de concentration économique.

La guerre d'Algérie n'a servi que de tremplin à l'entreprise.

2. Que le gaullisme n'est pas le fascisme parce qu'au lieu de recourir à la destruction des organisations ouvrières, il cherche, au contraire, à s'en servir en tentant de les intégrer à l'Etat. Cette politique visant surtout les syndicats et ayant pour corollaire l'affaiblissement des Partis ouvriers.

A partir de cette analyse les auteurs en concluent justement que la restauration démocratique est une utopie et que la véritable alternative au gaullisme, tant du point de vue objectif que de celui de l'aspiration des masses, ne peut être que la démocratie socialiste.

Il y a sur cette question, quelques pa-

ges bien venues. Nous le reconnaissons d'autant plus volontiers que la propagande développée dans l'organe de notre section française est orientée dans cette direction.

Ainsi donc analyse juste de la nature du gaullisme, critique conséquente de la politique du PCF et de la SFIO disposent favorablement le lecteur révolutionnaire.

Malheureusement lorsqu'il s'agit de proposer une politique concrète, les auteurs ne parviennent pas à se détacher de toutes les innovations « modernistes ». Sous prétexte d'une perte de substance importante du Parti Communiste du vieillissement de la SFIO, ils découvrent le rôle croissant que jouent et sont appelées à jouer les organisations syndicales (1). Ils notent d'ailleurs, et ce n'est point faux, la tendance au rapprochement dans le comportement des adhérents des différentes centrales. En réalité, c'est le rapprochement dû à la fois à la politique gaulliste et à la destalinisation qui met à l'ordre du jour les problèmes de la réunification syndicale.

Les auteurs n'ont que trop tendance à oublier les structures actuelles du mouvement ouvrier que ni le gaullisme ni un certain nombre de transformations indéterminées ne sont parvenues non seulement à effacer mais à entamer quelque peu sérieusement.

Cette sous-estimation de l'importance des Partis ouvriers traditionnels du PCF en particulier peut conduire à commettre un certain nombre d'erreurs à ceux qui recherchent une issue socialiste au pouvoir gaulliste.

En réalité, les rédacteurs sont très proches des idées défendues par la majorité martinettiste du PSU. Les termes même de Contre Plan qui fait l'objet du huitième chapitre, sont repris. Ce Contre Plan est partie intégrante de la « lutte

pour la conquête des pouvoirs de décision économique par les travailleurs en qui réside la clé du changement politique français ». On sait que la conquête des pouvoirs de décision économique est une des « grandes idées » de Gilles Martinet.

C'est sans doute une manière « de s'assurer des positions irréversibles pour le passage ultérieure du Socialisme » p. 140.

C'est le « point de non retour » des documents majoritaires du PSU.

Tout l'ouvrage verse d'ailleurs dans l'économisme : quel gouvernement appelle une société de transition vers le socialisme ? Voilà une question décisive que les rédacteurs laissent dans l'ombre.

Cependant les rédacteurs du « Front des Travailleurs » sont moins révisionnistes, pourrait-on dire, que Gilles Martinet ou même Jean Dru (2). S'ils négligent le rôle décisif de l'intervention des masses et tentent d'y substituer un plan de techniciens, ils retrouvent du moins la notion de transition entre capitalisme et socialisme notion abordée par la III^e Internationale et développée par la suite par notre organisation. C'est qu'ils sont des membres du « Cercle des Voies du socialisme » constitué autour des membres du PCF plus sensibles aux exigences révolutionnaires que les théoriciens du PSU.

1. Le « Front des Travailleurs » contient la proposition d'une candidature syndicale à la présidence de la République.

2. Il est probable que les rédacteurs du Parti démocratique de Jean Dru se sont en partie retrouvés pour rédiger le « Front des Travailleurs ». Mais ils ont tenu compte de la critique qui leur était adressée, dans le premier ouvrage, touchant l'abandon de la notion de dictature du prolétariat.